

PRÉFET DE LA RÉGION PROVENCE-ALPES-CÔTE D'AZUR

Arrêté n° AE-F09318P0100 du 16/04/2018
Portant décision d'examen au cas par cas
en application de l'article R122-3 du code de l'environnement

Le préfet de région,

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 codifiée concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L122-1, R122-2 et R122-3 ;

Vu l'arrêté de la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie du 26 juillet 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu l'arrêté du Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur n°R93-2017-12-11-018 du 11/12/17 portant délégation de signature à Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu la demande d'examen au cas par cas enregistrée sous le numéro F09318P0100, relative à la réalisation d'un projet de aménagement de 3 lots en zone d'activité économique, lieu-dit « La Malle » sur la commune de Bouc-Bel-Air (13), déposée par MAIL INVEST, reçue le 13/03/2018 et considérée complète le 13/03/2018 ;

Vu la saisine de l'agence régionale de santé en date du 19/03/2018 ;

Considérant la nature du projet, qui relève de la rubrique 39 et de la rubrique 47 du tableau annexe de l'article R122-2 du code de l'environnement et consiste à l'aménagement de 3 lots avec construction de bâtiments en zone d'activité économique pour une surface de plancher inférieure à 10 000 m² et une demande de défrichement de 9 360 m² ;

Considérant la localisation du projet :

- sur une zone concernée par le risque d'inondation par ruissellement ;
- sur une zone de préemption archéologique ;
- sur une parcelle riche en biodiversité et comprenant un espace boisé classé ;
- à proximité du château de la Malle et de la chapelle de la Malle, inventoriés au PLU au titre du patrimoine architectural ;

Considérant les impacts du projet sur l'environnement qui concernent :

- le risque inondation de part l'imperméabilisation et la présence d'une zone à risques ;
- le patrimoine archéologique, potentiellement impacté par le projet ;
- la biodiversité et les habitats naturels ;
- les zones Natura 2000 les plus proches ;
- l'impact paysager sur le patrimoine bâti inventorié avec le château de la Malle et la chapelle de la Malle ;

Arrête :

Article 1

En application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement, le dossier de demande d'autorisation du projet de l'aménagement de 3 lots en zone d'activité économique, lieu-dit « La Malle » situé sur la commune de Bouc-Bel-Air (13) doit comporter une étude d'impact dont le contenu est défini par l'article R.122-5 du code de l'environnement.

Article 2

La présente décision, délivrée en application de l'article R.122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

Article 3

Le présent arrêté est publié sur le site internet de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de PACA. La présente décision est notifiée à MAIL INVEST.

Fait à Marseille, le 16/04/2018.

Pour le préfet de région et par délégation,
Pour la directrice et par délégation,
L'adjointe à la cheffe d'unité évaluation
environnementale

Delphine MARIELLE



Voies et délais de recours d'une décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après :

1- Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :

- Recours gracieux :

Monsieur le Préfet de région, préfet des Bouches-du-Rhône
Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Secrétariat général
16, rue Zattara
CS 70248
13331 - Marseille cedex 3

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

- Recours hiérarchique :

Monsieur le Ministre de la transition écologique et solidaire
Commissariat général au développement durable
Tour Séquoia
1 place Carpeaux
92055 Paris – La-Défense Cedex

(Formé dans le délai de deux mois suivant la notification/publication de la décision, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

2- Recours contentieux :

Tribunal administratif de Marseille
22-24, rue de Breteuil 13281 Marseille Cedex 06

(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).